



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement et
du logement de Haute-Normandie
Service risque

DIRECTION DE LA
COORDINATION DES
POLITIQUES DE L'ETAT
Bureau des procédures publiques

Arrêté du 20 MARS 2014

abrogeant les mises en demeure des 28 mai 2010 et 6 août 2013 concernant la société
HENRY Recyclage à SAINT-AUBIN lès ELBEUF

Le préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
commandeur de la Légion d'honneur

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le décret du président de la République en date du 17 janvier 2013 nommant M. Pierre-Henry MACCIONI préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 août 2008 réglementant les activités exercées sur le site ;
- Vu les arrêtés préfectoraux des 28 mai 2010 et 6 août 2013 mettant en demeure l'exploitant de se conformer à la législation sur les installations classées ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 13-196 du 25 avril 2013 modifié portant délégation de signature à M. Éric MAIRE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu la visite de l'inspection des installations classées du 28 février 2014 ;
- Vu le rapport de visite de l'inspection des installations classées en date du 10 mars 2014 ;

Considérant que les constats effectués par l'inspection des installations classées montrent que les dispositions de les arrêtés de mise en demeure des 28 mai 2010 et 6 août 2013 sont respectées.

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la DREAL.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRETE

Article 1^{er} –

Les arrêtés préfectoraux des 28 mai 2010 et 6 août 2013, mettant en demeure la société HENRY Recyclage de se conformer à la législation sur les installations classées, pour son site de SAINT-AUBIN lès ELBEUF, est abrogé

Article 2 –

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de SAINT-AUBIN lès ELBEUF, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la société HENRY Recyclage.

Fait à ROUEN, le 20 MARS 2014

Pour le préfet, et par délégation,
le secrétaire général

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a vertical line and a small flourish at the end.

Éric MAIRE